

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 25/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA LIMAGRAIN

CS 20001 Saint Beauzire
63360 Gerzat

Références : 20231025-RAP-63-1331_insp-LIMAGRAIN S1-S3-Ennezat.odt
Code AIOT : 0005601492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement SCA LIMAGRAIN implanté zone agro-alimentaire 63720 Ennezat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA LIMAGRAIN
- zone agro-alimentaire 63720 Ennezat
- Code AIOT : 0005601492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LIMAGRAIN stocke des céréales et des légumineuses au sein de silos. Le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite des installations,
- prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2-8
8	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-1
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-5
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-7
7	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-3
10	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-7
12	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-13
13	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-15

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les silos sont bien entretenus et si le responsable de silo connaît parfaitement les obligations incombant à son site et si l'exploitant s'assure de la réalisation des contrôles réglementaires, il n'en demeure pas moins qu'il est un peu laxiste eu égard à la mise en place des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2-8
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés à la foudre. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur

Constats : Un organisme habilité fait les contrôles relatifs aux dispositifs contre la foudre. Dans le dernier rapport de contrôle en date du 17 octobre 2022, 8 écarts ont été relevés. Le jour de l'inspection, aucune action corrective n'a été mise en place. Si l'exploitant s'assure que les contrôles sont effectués, il n'en demeure pas moins que le suivi des actions correctives, pour la foudre mais également de manière plus générale, laisse à désirer. L'exploitant transmettra à l'inspection le plan d'action mis en place pour corriger ces écarts.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-1
Thème(s) : Risques accidentels, produits stockés
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : Le chef de silo fait preuve d'une grande rigueur quant à la gestion des 2 silos et sur la traçabilité des documents inhérents au nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-5
Thème(s) : Risques accidentels, propreté
Prescription contrôlée : Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par le personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans des consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers les consignes écrites.
Constats : Les silos 1 et 3 sont relativement propres. Les registres de nettoyage ont pu être consultés et font l'objet d'un suivi rigoureux. Cette démarche a été largement améliorée quant à la traçabilité depuis la dernière inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-7
--

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : les modes opératoires, la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions e nuisances générées....L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité définies au 4.7
Constats : Les consignes d'exploitation et de sécurité sont disponibles au sein des bureaux des silos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriée aux risques.
Constats : Les extincteurs et les RIA sont présents et sont contrôlés annuellement par un organisme habilité. Les non-conformités ou observations faites lors de ce contrôle sont traitées par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-4
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des incendies et des explosions
Prescription contrôlée : Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.
Constats : Les installations électriques font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme habilité. Certaines non-conformités sont récurrentes depuis plusieurs années alors que les actions correctives à mettre en œuvre ne demandent pas d'investissement financier (absence d'identification au sein des installations électriques,...). Lors de l'inspection, l'exploitant a pu démontrer que certaines actions correctives avaient été mises en place. L'exploitant transmettra d'une part, le prochain rapport de contrôle ds installations électriques et prendra les mesures nécessaires pour que les actions simples aient été réalisées et d'autre part, le rétroplanning relatif aux autres actions correctives;

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 3 mois

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-7
Thème(s) : Risques accidentels, consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, l'obligation de réaliser une ronde hebdomadaire durant les périodes de réception et de manutention des produits, afin notamment de contrôler la température des produits stockés et la propreté.
Constats : Ces consignes sont présentes au sein des bureaux de gestion des silos. La surveillance des températures est suivie via une application informatique en temps réel
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-13
Thème(s) : Risques accidentels, élimination des corps étrangers
Prescription contrôlée : Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.
Constats : Les grilles sont propres ainsi que leurs abords.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, température
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au dessus- de leur pourcentage maximum d'humidité. Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.
Constats :

Les températures font l'objet d'un suivi en temps réel. Il est également possible de consulter les graphiques de température des jours ou semaines précédentes et d'identifier les actions de séchage ayant permis de diminuer la température.
Ces éléments ont pu être consultés le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite